



# TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



## Reconduction après 17 mois à la tête de l'UEMOA FAURE GNASSINGBE A SU CAPITALISER LA CONFIANCE ET L'ESTIME DE SES PAIRS P 2

**INTERVIEW DE M. Charles WALLA AZOUMARO, DG de AFRIATECH et Président de l'ONG AIDES Afrique**



**« NOUS AVONS COMPRIS QUE LE PRÉSIDENT FAURE EST UN HOMME DE LA RUPTURE ET DU CHANGEMENT. IL A FAIT SES PREUVES DANS CE SENS » P 5**

**Clash public entre Maman NUKAFUTO et Jean Pierre FABRE  
UNE MILITANTE DEFIE LE PRESIDENT DE L'ANC, LE RESTE DU BUREAU S'INQUETE ET S'INTERROGE P 2**

**Cafouillage de « Sauvons le Togo » entre envie d'insurrection et de substitution aux institutions de la république  
AJAVON ZEUS ET SA BANDE SUR LA FAUSSE PISTE D'UNE INSURRECTION MORT-NEE P 2**

**Le Civisme Aujourd'hui  
VOUS POUVEZ FUMER MAIS NE FAITES PAS FUMER LES AUTRES P 6**

**Projet d'appui au renforcement des capacités institutionnelles en gouvernance économique et Financière au Togo (PARCI)**

## UN OUF DE SOULAGEMENT POUR LA RELANCE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE P 3



TR 068 du 8 Juin 2012  
Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

## Reconduction après 17 mois à la tête de l'UEMOA

# FAURE GNASSINGBE A SU CAPITALISER LA CONFIANCE ET L'ESTIME DE SES PAIRS



Lomé, la capitale togolaise a abrité le mercredi 6 juin 2012 la 16e session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Ce sommet, bien qu'ordinaire, a très vite pris des allures de réunion extraordinaire par la qualité et la profusion des participants de marque et surtout par la permanence du sujet malien. A l'ordre du jour de ce sommet ordinaire figuraient bien évidemment, en plus du problème malien, celui de la Guinée Bissau, les efforts d'intégration pour une réelle union et la crise alimentaire qui sévit dans la sous région. A l'issue du sommet, les Chefs d'Etat ont mis sur pied un comité de haut niveau chargé de plancher sur la crise alimentaire. A sa tête, le Président du Niger, Mahamadou Issoufou. Face à la crise économique mondiale et aux problèmes d'intégration, la 16e session a chargé le Président Alassane D. Ouattara de diriger un Haut comité ad hoc sur le financement des économies des Etats membres de l'Union. Le sommet a condamné les renversements de régimes intervenus au Mali et en Guinée Bissau et appelé au respect des constitutions des pays respectifs. A tous ces problèmes, la présidence togolaise de l'UEMOA a su apporter des propositions originales, ce qui témoigne de la vision cohérente avec laquelle Lomé appréhende les problèmes de l'Union. Lomé, une ville habituée des grands événements, qui regagne sa place dans l'organisation des événements d'envergure internationale. Le Togo inspire à nouveau confiance et regagne en crédit sur le plan diplomatique. La dernière de ces reconnaissances internationales étant son élection en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le chef de l'Etat du Togo Faure Gnassingbé a été reconduit à la tête de l'Union pour un second mandat après un premier mandat sanctionné par un bilan plus que positif. En effet, depuis janvier 2011 où il est arrivé à la tête de l'UEMOA, Faure Gnassingbé a géré avec tact et diplomatie la crise post électorale en Côte d'Ivoire, les successions à la tête de la Commission de l'UEMOA, de la BOAD et de la BECEAO, sans compter le statut d'observateur de l'ONU gagné sous son mandat.

Paul Katassoli

## Clash public entre Maman NUKAFUTO et Jean Pierre FABRE

# UNE MILITANTE DEFIE LE PRESIDENT DE L'ANC, LE RESTE DU BUREAU S'INQUIETE ET S'INTERROGE

C'est la première fois que les responsables de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) ne crient pas à la « manipulation » et ne traitent pas de « vendue », cette brave dame qui s'est de tout temps abreuvée des paroles et promesses du « leader », qui des mois durant a usé ses semelles et participé à des manifestations qui n'ont aucun sens et qui ont finalement ridiculisés plusieurs militants et militantes comme elle et qui les a dévié d'une lutte à laquelle ils ne comprennent plus rien.

### Le courage de Maman NUKAFUTO ou la vérité qui met le feu aux poudres

Ce 26 mai 2012, jour de marche ordinaire chez les marcheurs professionnels, quand la militante NUKAFUTO a pris la parole, personne ne s'attendait à l'entendre publiquement et à haute voix traiter Jean Pierre FABRE de « menteur » et de leader incapable qui n'a jamais su tenir une seule promesse et qui a nourri les manifestants, de plus en plus rares, des incantations et autres rêveries. Depuis deux ans qu'il a abruti son peuple sur le macadam, le Président qui a voulu chasser Gilchrist OLYMPIO du trône de l'UFC, a promis monts et merveilles dans l'espoir d'armer de courage ceux et celles qui ont cru pendant un temps en ses aptitudes à changer les choses : chasser le président élu en mars 2010, gagner le face-à-face avec son ancien mentor de l'UFC, remplacer les membres de la Cour Constitutionnelle, ...etc. Deux ans après celui qui a refusé tout dialogue, qui n'a aucune assise

nationale (et qui se déclare fausement vainqueur dans la circonscription au Sud), qui n'a aucun carnet d'adresse intéressant sur le plan international et qui se met à dos tous les partenaires impartiaux du Togo ( UE, USA, Allemagne, France,...) est au pied du mur et doit des explications sur sa stratégie politique qui se voulait plus radicale que celle de celui qui l'a forgé et qui au moins a en son temps (jusqu'en Octobre 2007) avait les moyens de sa politique.

### Un bureau désormais de plus en plus divisé sur la question de la reprise du dialogue

Coincé par une vaillante militante dont le fanatisme n'est pas à démontrer, c'est un de ses vice-Présidents, en l'occurrence M. Patrick LAWSON, qui l'a sorti de l'état de l'embarras. Le courage et le raz-le-bol de cette militante a révélé au grand jour les plaintes et les préoccupations récurrentes et silencieuses de ces marcheurs patentés qui montrent maintenant des signes de fatigue, d'agacement et qui veulent savoir pourquoi leur leader les soumettent à ce supplice. Après ce grave incident qui montre à suffisance que les murs de l'ANC sont lézardés et que la conscience prend le dessus sur le fanatisme inconscient, le reste du bureau de l'ANC s'est réuni pour mûrir cette réflexion qui prenait déjà corps au lendemain de la suspension par l'ANC de sa participation au dialogue tripartite. Le bureau s'était divisé sur la question. D'un côté, Fabre s'était dressé contre le dialogue à trois avec le soutien d'une minorité des

membres de bureau du parti. Jean Pierre FABRE, ce jour là a dû menacer de démissionner avant qu'en désespoir de cause, la branche ANC qui souhaite la participation du parti aux prochaines législatives n'abdique. Ce jour-là, des indiscretions disent que Patrick LAWSON, l'homme qui a éteint le feu, avait demandé à Fabre « Jean Pierre ! Qu'est ce que tu veux au juste ? ». Aujourd'hui c'est la rue qui pose la même question à celui qui l'a créé pendant deux ans.

### Une peur bleue à l'ANC

Depuis l'incident du 26 mai à la plage, c'est la panique à bord et le bureau se pose mille et une question sur comment redresser la barque qui est en train de couler et dont les occupants s'inquiètent sur les réelles capacités du personnel navigant à le conduire à bon port. « Jean Pi le caïd » n'est plus loin de faire pipi dans sa culotte. Sa supposée bravoure et son intransigeance qui ne reposent plus finalement sur des questions politiques et la recherche de l'amélioration des populations togolaises, sont mises à rude épreuve devant le courage de Maman NUKAFUTO dont la position reflète l'état d'âme d'une bonne majorité des marcheurs de l'ANC, du FRAC et de « Sauvons le Togo », les mêmes qui sont sollicités à toutes les marches, des manifestations qui se font de plus en plus nombreuses. Peut-être bien un avertissement sur les sorties programmées par le collectif les 12,13 et 14 juin prochain.

Germain POULI

## Cafouillage de « Sauvons le Togo » entre envie d'insurrection et de substitution aux institutions de la république

# AJAVON ZEUS ET SA BANDE SUR LA FAUSSE PISTE D'UNE INSURRECTION MORT-NEE

L'aile marchande de l'ANC, le collectif « Sauvons le Togo » a sorti une plate forme qui se veut citoyenne et un document de travail pour un Togo démocratique. Au total 70 pages qui reflètent un grand travail de documentation sur le parcours difficile du Togo depuis les années 90 sur la voie de la démocratie. Ce travail qui se dit le fruit d'un consensus imaginaire a tout dit et évoqué sauf les erreurs séculaires de l'opposition togolaise et les grandes avancées démocratiques enregistrées ces cinq dernières années et qui ont remis le Togo sur scelle dans le concert des nations.

Ce document contient des propositions tardives qui viennent elles même s'ajouter à une autre kyrielle de propositions faites par les partis d'opposition qui n'ont montré depuis presque deux ans aucune volonté de les mettre sur une table de discussion en vue d'un consensus. Après que le gouvernement et l'Assemblée nationale, face à cette mauvaise volonté et le recul du consensus, ait pris leurs responsabilités avec le déclenchement du processus électoral à travers l'adoption des lois sur le Code électoral et sur la fixation du nombre de député à la future assemblée, « Sauvons le Togo » se fait menaçant en appelant à trois jours de manifestations et évoquer une possibilité d'insurrection sur la base d'un coup d'état qui existe dans le tête de Me AJAVON Zeus. L'éminent juriste et avocat dans l'affaire de tentative d'atteinte à la sureté



de l'Etat ignorant royalement les lois de la république qui donne prérogatives et attribution aux deux organe pour enclencher le processus appel la rue à la révolte l'insurrection. Une autre incongruité de cette bande qui joue sa dernière carte, sur un terrain incertain et glissant. L'entreprise est partie pour être déjà morte dans l'œuf car malgré le rituel de fidélité auquel ils ont soumis les quelques rares marcheurs qui les suivent encore, aucun ingrédient de l'insurrection n'est réuni. Le collectif veut surfer sur les difficultés liées à la vie chère qui n'épargne d'ailleurs aucune nation. Les murs se lézardent déjà au sein des marcheurs de l'ANC qui alimentent le collectif. Ajavon eus et sa bande sont sur une fausse piste. Trop de cafouillages et de non dits ont finalement discrédité le collectif

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : [www.togoreveil.info](http://www.togoreveil.info)

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

#### DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

#### COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

#### SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

#### DODZI

#### DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

#### ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : [togoreveil@togoreveil.info](mailto:togoreveil@togoreveil.info)

#### TIRAGE

4000 Exemplaires

#### IMPRIMERIE

Service Compris

## Projet d'appui au renforcement des capacités institutionnelles en gouvernance économique et Financière au Togo (PARCI)

# UN OUF DE SOULAGEMENT POUR LA RELANCE DE L'ECONOMIE TOGOLAISE

Les troubles sociopolitiques des années 90 que le Togo a connus ont engendré une paralysie de l'administration caractérisée non seulement par des déficiences institutionnelles, organisationnelles et fonctionnelles mais aussi par des contraintes en ressources humaines et matérielles. Ainsi, dans le souci de remédier d'une manière progressive cette situation économique et sociale qui prévalait au Togo à l'époque, un projet a été élaboré par le gouvernement en vue d'améliorer la gouvernance économique et financière et ceci pour lever ces contraintes et créer des conditions idoines pour la reprise de la coopération financière internationale et améliorer la transparence dans la gestion des finances publiques. Cette volonté exprimée par le gouvernement a été favorablement accueillie par la Banque Africaine de Développement (BAD), qui a accepté accompagner le Togo à travers le projet PARCI (Projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles en gouvernance économique et financière au Togo) dont la 2ème phase est en cours d'exécution. Ce projet débuté en 2006 et financé par la BAD a été le premier projet de la coopération internationale à soutenir le Togo après la crise sociopolitique qu'il a traversé.

Le projet d'Appui au Renforcement des Capacités Institutionnelles en gouvernance économique et financière au Togo (PARCI) consiste à améliorer la chaîne de la dépense publique, à consolider l'intégration et la modernisation de la gestion des finances publiques ainsi qu'à renforcer les capacités de la douane et des impôts en vue de mobiliser plus de recettes. Le projet vise également à renforcer les corps de contrôle, notamment l'Inspection Générale des Finances (IGF), l'Inspection Générale d'Etat (IGE), la Cour des Comptes, l'Inspection Générale du Trésor (IGT). Le soutien à l'opérationnalisation des nouvelles structures de passation des marchés publics tels que l'Autorité de Réglementation des Marchés Publics (ARMP) et la Direction Nationale du

Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) est aussi dans la ligne de mire dudit projet.

Après 15 ans d'absence pour raison de crise sociopolitique, le groupe de la BAD a décidé d'accompagner le Togo à travers le financement de PARCI. La première phase du projet s'est étendue sur la période de 2006 à 2009 et a été financée pour un montant 2,47 millions d'UC dont 2,2 millions d'UC comme don de la BAD et 0,27 millions d'UC de participation nationale. La 2ème phase a débuté en novembre 2010 et prendra fin en décembre 2013 avec un montant de 9,70 millions d'UC à raison de 4,85 millions d'UC pour le don FAD (Fonds africain de développement), de 4,36 millions d'UC pour le don FEF (Facilité en faveur des Etats fragiles de la BAD) et de 0,49 millions d'UC pour la contrepartie togolaise.

Cet appui est considérable et salutaire dans la mesure où il a permis de former les cadres de l'administration togolaise en vue de faire face aux nouvelles exigences de la gouvernance économique et financière. Ont bénéficié de cet appui, les structures nouvellement créées, notamment les structures de gestion des marchés publics (DNCMP et ARMP), l'IGF, la Cour des Comptes ; ou en restructuration telles que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques de Réformes et des Programmes Financiers (SP-PRPF). Aussi, d'autres structures déjà existantes ont-elles été renforcées par cet appui. Il s'agit de la Direction Générale des Douanes, la Direction du Budget, la Direction Générale des Impôts, la Direction des Finances, la Direction du Contrôle Financier, la Direction du Financement et du Contrôle de l'Exécution du plan. Le Port Autonome de Lomé bénéficiera aussi de cet appui dans le cadre de la mise en place du Guichet unique du commerce extérieur (GUCE).

Force est de reconnaître que ce projet a connu un succès avec des résultats encourageants. Ces résultats sont, entre autres, la fluidité du traitement

des dossiers au niveau du système intégré de gestion des Finances Publiques dénommée SIGFIP dont le délai de traitement de la dépense depuis l'engagement au paiement effectif est ramené de 90 jours en 2009 à 60 jours en 2012. Bien plus, les comptes et les indicateurs de suivi des finances publiques sont désormais produits et publiés par trimestre et ceci pour la première fois depuis l'indépendance du Togo. Pour la première fois, en 2007 la production du rapport budgétaire (comptes de gestion) a été effectuée grâce au renforcement des capacités accompagné par l'informatisation de la chaîne de la dépense publique avec pour corollaire la transmission chaque année du rapport d'exécution à la Cour des Comptes pour examen. Un autre résultat concret du projet PARCI est le respect du délai dans la préparation et la transmission du budget à l'Assemblée Nationale. Ainsi, depuis 2008, le projet de loi de finance est déposé, conformément à loi, c'est-à-dire, au plus grand tard 45 jours avant l'ouverture de la session budgétaire du parlement pour son étude, grâce au SIGFIP. Ensuite, depuis 2009 des Cadres des dépenses à moyens termes (CDMT) de certains ministères sont annexés aux projets de lois des finances. Par ailleurs, ce projet a contribué à la publication par le gouvernement togolais de son premier rapport afin d'accéder au statut d'Etat conforme aux principes et règles de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). C'est encore une preuve tangible de l'engagement du Togo dans la lutte contre la corruption en créant dans le même temps un environnement sain pour la transparence dans la gestion des affaires publiques.

L'autre volet des résultats de ce projet est l'octroi du matériel roulant et des équipements bureautiques, du mobilier de bureau ainsi que des équipements informatiques aux structures bénéficiaires. L'IGE par exemple, grâce à ces équipements, doublé de la formation de son



personnel qui n'avait pas fonctionné depuis 1990 du fait de la destruction de son matériel par l'incendie et l'exil d'une partie de son personnel, a retrouvé ses lettres de noblesses. Cela a permis à l'institution d'améliorer ses prestations. Ainsi, en lieu et place de 3 rapports d'audit et de contrôle qu'elle devrait produire jusqu'en fin 2012, conformément au cadre logique du projet, l'institution a pu produire et transmis 5 rapports à la Cour des Comptes en mars 2012.

Enfin, l'autre résultat et pas des moindres à mettre en exergue est l'appui multiforme dont a bénéficié l'Inspection Générale des Finances qui est le bras armé du Ministre de l'Economie et des Finances. Rappelons que l'IGF a pour mission l'audit, le contrôle et la vérification de l'ensemble des institutions et services du secteur public, parapublic, organisme et sociétés qui bénéficient de subventions de l'Etat. Cet appui a considérablement renforcé cette institution car de 7 rapports attendus entre 2009 et 2013, elle a déjà produit 30 rapports de vérification, d'audit et de contrôle qui sont transmis à la Cour des Comptes en mars 2012. Quant à la Cour des Comptes elle-même, elle a reçu du mobilier de bureau, du matériel roulant et des équipements bureautiques et informatiques ainsi qu'un manuel de procédure en cours de validation, pour lui permettre

d'effectuer sa mission dans de bonnes conditions. Ces résultats forts louables ouvrent la porte à d'autres perspectives d'avenir.

Selon ces perspectives, le pourcentage des recettes fiscales de l'Etat devrait passer de 16% du PIB en 2009 à 20% en 2013, la reddition des comptes de l'Etat devrait être désormais réalisable 6 mois après chaque fin d'exercice fiscal à partir de fin 2012. Quant au décret sur le principe du compte unique du trésor, il devrait être adopté avant juin 2013 tout comme l'adoption du décret portant harmonisation de l'identifiant unique au niveau de l'administration fiscale avant juin 2013, ainsi que l'adoption du décret portant création du guichet unique du commerce extérieur avant fin 2013. Enfin, la formation de tous les magistrats de la Cour des Comptes et du personnel de soutien devrait intervenir avant fin 2012.

Rappelons que tous ces résultats enregistrés ne pouvaient être atteints sans l'implication personnelle du Ministre de l'Economie et des Finances M. Adjil Otèth AYASSOR qui non seulement est une personnalité rigoureuse, avertie, chevronnée et rompu à la tâche mais aussi a su mettre en place une équipe disponible, dévouée et compétente qui, en synergie, ont pu réaliser ces prouesses au grand bonheur des Togolais.

La Rédaction

### Découpage électoral et Code électoral

## LE NET PROPOSE LES SENATORIALES APRÈS LES LÉGISLATIVES POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DE REPRÉSENTATIVITÉ

Le Nouvel Engagement Togolais (NET) créé il y a un peu plus d'un mois vient de réagir sur l'adoption d'un nouveau code électoral et le vote de la loi portant augmentation du nombre de députés à l'Assemblée Nationale de 81 à 91. Le jeune parti politique de l'ancien officier des Forces Armées Togolaises, Gerry Taama était face à la presse le mercredi dernier pour donner son avis et partager sa vision sur la question du découpage électoral et le nouveau code électoral. Dans la déclaration du parti qui se veut un parti de la rupture avec la politique des égots démesurés, il ressort que les deux lois que le gouvernement a fait voter à l'Assemblée Nationale ne sont pas des textes justes et n'apportent aucune solution à la crise. Pour les responsables du NET, « la révision de code et du découpage électoral ne saurait se faire de façon unilatérale, sans consultation des autres partis, qui, même s'ils refusent de s'asseoir sur une table de négociation, ont le mérite d'avoir publié leurs propositions qui prennent en partie les recommandations des missions d'observation », si le gouvernement est réellement animé d'une volonté d'aller à des élections apaisées. Le Nouvel Engagement Togolais qui rappelle que

plusieurs observateurs avaient relevé des aberrations à l'issue des élections législatives de 2007 fait constater que les deux lois votées les 25 et 31 mai dernier ne résolvent pas ces aberrations qui ont été essentiellement causées par le découpage électoral défavorable aux circonscriptions du Sud et le mode de scrutin qui avait été appliqué. Dans ces propositions pour les prochaines élections législatives, le parti de la démocratie participative de Gerry Taama, propose au gouvernement d'aller à un bicamérisme - c'est-à-dire, créer dès cette année le sénat en plus de l'Assemblée nationale - pour corriger le problème de représentativité tant pour le territoire que pour la population. Les responsables du NET proposent que soient programmées les élections législatives et locales combinées, suivies des élections sénatoriales deux mois après. C'est alors que Gerry Taama propose 71 sénateurs à raison de deux par préfecture et un de plus pour la ville de Lomé. En ce qui concerne le nombre de députés, le NET propose de revenir à 77 députés dont deux pour la diaspora pour que le parlement soit composé de 148 élus, dont au minimum 3 par préfecture. Pour



le NET 87199 habitants doivent élire 1 député partout sur le territoire national pour respecter le pacte des Nations Unies qui veut qu'une personne représente une voix dans les élections démocratiques.

L'autre proposition du Nouvel Engagement Togolais a trait au code électoral. Le parti propose que le vote de la diaspora soit introduit pour les élections législatives prochaines et demande que

les CENI, CELI et CLC et autres bureaux de vote soient seulement composés des partis de la mouvance gouvernementale, des partis de l'opposition et de la société civile. Gerry Taama ne voit pas d'un bon œil le vote par anticipation et demande sa suppression. Pour lui les votes par procuration et dérogation suffisent à régler les soucis de la disponibilité des forces de défense le jour des élections. Pour couronner ses propositions, le NET et Gerry Taama interpellent le Président Faure Gnassingbé à prendre la mesure de la forfaiture que s'apprête à opérer le gouvernement et à bloquer les deux textes, le temps pour son parti de reconsidérer les objections soulevées à la suite des élections législatives de 2007 et de proposer ainsi les lois qui corrigent les aberrations en vue d'aller à des élections apaisées, transparentes et crédibles. Gerry Taama appelle toute la classe politique à accepter le principe des négociations pour définir les conditions nécessaires pour les élections à venir.

Didier ASSOGBA

PARTENAIRE OFFICIEL



# Foire Artisanale du Togo

Le Label de l'Artisanat de l'Africain

## KARA 2012 05 AU 15 JUILLET

# 50 ANS

INFOLINE 22 26 15 64

PLUS DE 200 STANDS, 15 PAYS PARTICIPANTS



THEME : L'ARTISANAT TOGOLAIS DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL



EXPOSITIONS - VENTES CONFERENCES - DEBATS CONCOURS MISS DEFILES DE MODE EXHIBITIONS NOCTURNES PRESTATIONS D'ARTISTES TOUR CARAVANE D'INER GALA



## INTERVIEW DE M. Charles WALLA AZOUMARO, DG de AFRIATECH et Président de l'ONG AIDES Afrique « NOUS AVONS COMPRIS QUE LE PRÉSIDENT FAURE EST UN HOMME DE LA RUPTURE ET DU CHANGEMENT. IL A FAIT SES PREUVES DANS CE SENS »

La nouvelle donne politique dans notre pays, marquée par des changements spectaculaires sur plusieurs plans ne laisse personne indifférent. Dans la lignée de ces observateurs silencieux et parfois admiratifs et combatifs, qu'ils soient hommes d'affaire, entrepreneurs et promoteurs d'initiatives locales de soutien à la politique et aux actions du Président Faure Gnassingbé, notre rédaction s'est approché du Directeur Général du groupe AFRIATECH, surnommé pendant la

campagne présidentielle de mars 2010, « L'Homme du Ballon de la Victoire de Faure ». L'homme d'affaire qui s'exprime très peu, s'est prêté à nos questions sur l'actualité et son engagement à soutenir le Président Faure Gnassingbé, dans l'une des localités du Togo. A Tsévié et dans le Zio son ONG dénommé AIDES Afrique est à pied d'œuvre sur plusieurs actions de soutien et de sensibilisation. Pour en savoir un peu plus, lisez plutôt.

**TOGOREVEIL :** Monsieur Charles WALLA AZOUMARO bonjour ! Vous êtes un homme d'affaire assez porté sur les questions de développement surtout avec votre ONG basée dans la Préfecture de Zio. En tant que togolais que pensez-vous de la situation socio-économique actuelle du Togo ?



**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Économiquement, il faut reconnaître que la crise qui affecte les quatre coins du monde est également réelle dans notre pays. La cherté de la vie est l'un des masques qui empêchent une réaliste vision des efforts déployés dans notre pays aussi bien par les plus hautes autorités que les travailleurs que nous sommes tous. La voie de l'émergence sur laquelle nous sommes et dont je n'en doute pas mérite d'être plus dégagée et je pense que si on s'y met comme les peuples des pays d'Asie et de l'Inde, ces difficultés nous les surmonterons. Elles ne sont pas propres à notre pays mais pour y parvenir il va falloir que tous les togolais prennent leur part dans la marche vers le développement souhaité. Sur le plan politique, on peut avec beaucoup de modestie reconnaître l'enracinement progressif de la démocratie, de la promotion des libertés et surtout l'avènement d'un climat plus apaisé. La CVJR y a beaucoup contribué et nous pensons que là encore tous les togolais doivent faire leur part.

**TOGOREVEIL :** Vous revenez souvent sur la partition de chaque citoyen dans ce qui se fait au Togo. Et depuis deux ans, vous êtes visibles sur plusieurs initiatives dans les domaines de l'éducation, de l'agriculture et du sport. Est-ce déjà votre part de contribution à l'émergence du Togo ?

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Nous faisons ce que nous pouvons pour accompagner les efforts du Chef de l'Etat dans cette préfecture qui est l'une des plus défavorisées de notre

pays.

**TOGOREVEIL :** Peut-on vous considérer comme un « Fauriste » ? Une personnalité qui partage les idéaux du Président de la République qui revient toujours sur le rassemblement et l'union des énergies et des forces.

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Nous partageons les idéaux qui dirigent depuis 2005, la visions et les actions du Président Faure. Nous avons compris que le Président Faure est un homme de la rupture et du changement. Il a fait ses preuves dans ce sens et aujourd'hui le plus grand défi qu'il a est de pouvoir rallier une grande majorité des togolais à sa politique de l'apaisement, de la justice, de la réconciliation et du développement. Il a déjà la faveur et le soutien de la communauté internationale et financière et ce sera un grand gâchis que les togolais ne comprennent pas et n'adhèrent pas à cette dynamique qui va forcément nous tirer vers l'émergence dans les prochaines années.

**TOGOREVEIL :** A vous entendre, on se croirait devant un cadre du nouveau parti « UNIR »

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** (Sourire) Qu'est ce que vous voulez me faire dire ? Que je suis d'UNIR ? Je ne sais pas si les adhésions sont formellement ouvertes...Mais je vous dirai tout simplement que nous adhérons depuis longtemps à cette dynamique et ce vœu du Chef de



l'Etat de voir le Togo se construire avec les bras valides ou non de tous ses filles et fils.

**TOGOREVEIL :** Et si vous permettez, nous allons revenir à AIDES Afrique, votre ONG qui travaille depuis 2009 à Tsévié. Quelles sont vos prochaines actions ?

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Nous avons plusieurs projets en cours d'exécution dans la ville de Tsévié et dans les villages environnants. Nous allons poursuivre nos actions d'appui et de soutien à l'agriculture en tenant compte et ce dans la mesure de nos moyens, des besoins exprimés par les populations bénéficiaires. Nous avons acquis un domaine pour l'installation d'un complexe sportif, un projet qui prendra un peu de temps. Dans les prochaines semaines nous ferons sans doute dans le formation citoyenne comme nous l'avons fait en 2010.

**TOGOREVEIL :** Du social à la politique, le DG n'est-il pas déjà en route pour une carrière politique ?

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Une carrière politique ! (Rire) Non ! En tous cas pour le moment. Agir dans le social est ma contribution à la solidarité et à la compassion qui doivent exister entre les hommes. Et

politiquement, si vous voulez qu'on en parle alors, c'est mon soutien à cette politique audacieuse du Chef de l'Etat. Mais je conviens avec vous que bien souvent entre le social et la politique la frontière est mince. Pour le moment je suis bien dans mon milieu professionnel. Et si un jour je devais changer de casquette, je vous promets que vous serez les premiers informés... (sourire)

**TOGOREVEIL :** Permettez que nous de rester encore sur la scène politique togolaise. Depuis 2007 le pays connaît incontestablement des avancées appréciables, mais cela ne semble pas être l'avis de certains de vos compatriotes. Monsieur le Directeur Général quelle est votre position sur la question ?

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Je comprends que mes compatriotes soient insatisfaits et attendent encore beaucoup de nos dirigeants et en particulier du Président de la République. Tout en partageant leur empressement, il apparaît nécessaire et honnête de reconnaître le grand travail abattu par le Président Faure Gnassingbé depuis son arrivée au pouvoir. Ce sont de nouvelles bases qu'il est entrain de poser pour demain et pour un redémarrage effectif des

activités économiques. Le retour des partenaires internationaux dans plusieurs domaines, la restructuration des établissements financiers et certaines nouvelles mesures d'encouragement de l'investissement, l'élaboration récente et la promotion d'une politique de l'emploi de jeunes sont des signaux porteurs d'espérance. Regardez par vous-même, au niveau des infrastructures, de l'énergie, les succès sont notables et qui établissent clairement que c'est la nouvelle fondation qui va supporter l'édifice en reconstruction. Après donc l'apaisement et le processus de la réconciliation qui se précisent, c'est un gigantesque chantier de la reconstruction qui est entamé. Je crois qu'il est important que les togolais dans leur ensemble comprennent l'enjeu, collaborent et participent aux côtés du Président. Les fruits seront pour nous tous dans quelques années. Les changements seront spectaculaires.

**TOGOREVEIL :** Monsieur le Directeur Général si vous aviez à adresser un message à la jeunesse. Quelle serait sa teneur ?

**M. Charles WALLA AZOUMARO :** Qu'elle agisse pour que l'avenir se présente autrement. Notre situation est loin d'être une fatalité. C'est aujourd'hui qu'il faut agir et maintenant. La jeunesse a le devoir d'écrire notre histoire et c'est le moment ou jamais. Nos aînés ont joué leur partition. Je ne veux pas me porter en juge. Mais à présent c'est à nous de façonner l'avenir de la manière la plus agréable et la plus prospère. Et pour cela nous avons besoin de faire preuve de plus d'audace, de courage et d'unité dans l'effort, l'effort au travail.

Propos recueillis par  
Germain POULI

## Grogne des correcteurs à l'examen du Bac1

# LES LEÇONS D'UN MOUVEMENT SPONTANÉ ET PARCELLAIRE

Suite à la fin de l'examen du BAC 1 le vendredi 26 mai pour l'enseignement général et le mardi 29 pour l'enseignement technique, il était prévu que les travaux de secrétariat et de correction débutent le 28 et ceux de correction le 30. Tout ceci en vue de respecter le chronogramme puisque les résultats devaient être proclamés au plus tard le 15 juin. Si les travaux de secrétariat ont débuté comme prévu, c'est avec l'arrivée des correcteurs dans les centres de correction que la crise est née.

Tout a commencé par Kara et très vite le mouvement a gagné Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Aného, et Lomé. Les enseignants-correcteurs demandent des explications sur le caractère disparate des primes de surveillance qui ont varié de 13.000 à 19.500. Ils demandent également l'augmentation des primes de correction, de déplacement et d'oral. Ils souhaitent un meilleur traitement. Le mouvement semblait bien parti quand le samedi 2 juin les directions régionales en charge de l'éducation se mettent en branle. D'abord à

Kara où elle -la direction régionale- fait remplacer les correcteurs régulièrement convoqués et à Lomé où, selon les correcteurs, elle demande aux proviseurs d'appeler les enseignants pour les convaincre, soit par des menaces, soit par des promesses. Ces quelques stratégies de la part des directions régionales ont suffi pour briser ce mouvement qui, à ses débuts, se disait uni et solidaire.

Il est vrai, l'attitude des directions régionales est condamnable mais elles étaient en rapport de force avec les enseignants et elles devraient trouver des stratégies pour les faire plier. Comme on le dit souvent, la guerre est vilaine, mais c'est la guerre. De plus le mouvement qui a marqué cette grogne n'était pas coordonné, ce qui lui donnait très peu de chance de réussite. Pour éviter toute grogne à l'avenir les structures en charge des examens doivent tabler sur la transparence concernant les primes aux divers examens.

Pablo ZOUBE



## Le Civisme Aujourd'hui

# VOUS POUVEZ FUMER MAIS NE FAITES PAS FUMER LES AUTRES



Il y a peu, le monde entier a célébré la journée internationale de lutte contre le tabac. Plusieurs personnes se livrent au tabac et à la cigarette. Parmi tous ceux qui s'adonnent à la consommation du tabac, l'on retrouve encore plusieurs qui sont des jeunes togolais. Malgré les multiples campagnes contre le tabac à travers le monde, la cigarette et le cannabis sont bien présents dans tous les coins de rues dans les pays pauvres et dans les pays développés. Plusieurs pays développés n'ont pas encore trouvé les manières efficaces pour lutter contre la consommation du tabac. Au Togo, il est de plus en plus difficile de lutter contre la consommation individuelle du tabac et pour beaucoup d'observateurs, les actions futures doivent viser beaucoup plus le grand public. C'est peut-être vers une consommation citoyenne du

tabac qu'il faut désormais appeler les citoyens togolais qui ont trouvé un intérêt particulier dans le tabac. Il est connu de tous que la lutte contre le tabac est affaiblie d'année en année par les grands lobbies de l'industrie de tabac à travers le monde. Si la France et plusieurs autres pays développés n'arrivent pas à avoir raison de ces lobbies, ce n'est pas un pays en voie de développement comme le Togo qui aura raison d'eux. Fort de ce constat, il nous appartient en temps que citoyen togolais de penser à la santé des autres concitoyens. Il faut prescrire aux fumeurs professionnels d'arrêter de passer à l'acte dans tous les lieux publics. Cette préoccupation doit primer sur toute autre initiative du gouvernement dans la lutte contre le tabac. Les autorités ont plus de chance de lutter contre la consommation du tabac dans les lieux publics. Il y a d'ailleurs une étude scientifique qui démontre que le fumeur actif inhale moins de fumée que celui ou ceux qui sont à ses côtés lorsqu'il fume et qu'on appelle des fumeurs passifs. Selon cette étude, le non fumeur inhale plus de 80% de la fumée de la cigarette alors que celui qui a allumé le feu n'en inhale que près de 20%. Autrement dit, le fumeur fait fumer plus les autres que lui-même ne fume. En tant que citoyens, il appartient aux fumeurs de fumer leur tabac un peu jalousement en l'absence des autres. Sinon, comme il est bien démontré que le tabac tue l'homme, celui qui fume dans les lieux publics tue les autres. Comme tel, il revient aux fumeurs de fumer mais ne pas obliger les autres à subir les conséquences désastreuses du tabac. Le gouvernement peut également interdire par l'entremise d'une loi, la consommation du tabac sur les lieux publics du pays.

La Rédaction

## 1<sup>er</sup> juin / journée nationale de l'arbre 2APRODEV A MARQUE L'ÉVÉNEMENT

L'Alliance des Associations de la protection et de défense de l'environnement et des vivants (2APRODEV) comme son nom l'indique est une alliance de plus d'une trentaine d'associations qui travaillent pour l'éveil écologique du Togo et la protection de l'environnement et ses occupants à savoir les humains, les animaux et les végétaux. Le 1<sup>er</sup> juin dernier, elle a marqué la journée nationale de l'arbre en mettant en terre un nombre important de jeunes plants – flamboyants et Khaya Senegalensis connus généralement sous le nom de Maoguen - au long du boulevard Jean Paul II au niveau du camp des Béréts Verts.

A entendre M. Donald Ahlin SODJI, le Président de 2APRODEV, le geste vient appuyer l'effort du gouvernement dans sa politique de lutte contre la désertification. Il a profité de cette occasion pour appelé à la mise en place d'un cadre plus élargie entre le pouvoir public et la société civile œuvrant dans la protection et la promotion de la faune au Togo. Le coordonnateur de 2APRODEV M. Ruben BOSSENDJU, lui, n'a pas manqué de démontrer l'importance de l'arbre dans la lutte contre le réchauffement climatique. « Mettre des arbres en terre c'est favoriser la séquestration du CO2 et autres gaz responsables du réchauffement climatique. Chacun doit donc prendre conscience et



respecter les arbres qui sont des partenaires incontournables dans la lutte contre le changement climatique» a-t-il expliqué.

A l'instar de Me Riad Kassah Traoré, Président d'honneur de 2APRODEV et conseiller juridique d'Ecologic-Togo, plusieurs autres partenaires et d'autres personnalités membres de l'alliance, la miss ESGIS de cette année qui d'ailleurs a choisi comme thème "ESGIS face aux grands enjeux environnementaux" a également, porté en terre un jeune plant avant d'inviter ses condisciples de l'ESGIS à planter à leur tour des arbres pour marquer leur passage sur terre. Rendu possible grâce au soutien financier de la société Ecologic-Togo,

les responsables de 2APRODEV ont rassuré que les dispositions sont prises pour entretenir ces jeunes arbres plantés jusqu'à leur croissance.

Il faut rappeler qu'à part l'éveil Ecologique du Togo et la protection des droits des vivants, 2APRODEV intervient aussi dans le domaine de la santé, la réconciliation, la supervision des élections, et bien d'autres domaines encore. D'ores et déjà, elle se prépare pour la célébration de la 3<sup>e</sup> édition de la Journée Africaine de l'Ecologie le 20 juillet prochain qui va se dérouler dans la capitale, Lomé en présence de plus de 20 pays.

London KAWANA (stagiaire)

## Crise alimentaire et nutritionnelle dans la zone CEDEAO et du CILSS : L'URGENCE D'UNE AIDE SE FAIT DE PLUS EN PLUS SENTIR

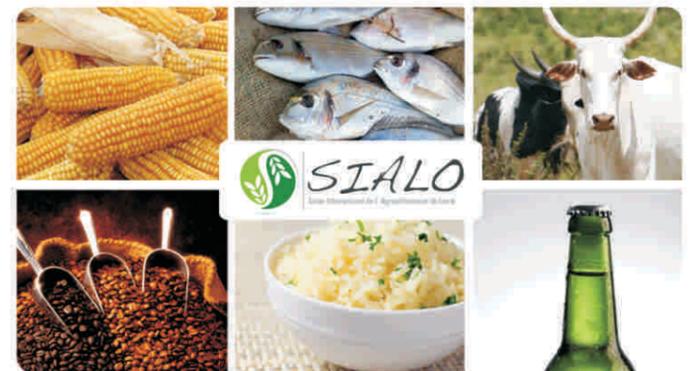
C'est la solution préconisée par les experts de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Comité permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui invitent les Etats membres de la zone ouest africaine à respecter leurs différents engagements. Selon ces Experts qui ont tenu entre lundi et mardi une à Lomé une réunion de haut niveau sur la crise alimentaire et nutritionnelle, une aide d'urgence est nécessaire en direction des pays en souffrance. Dans les conclusions de cette réunion contenues dans un rapport final, les Experts ont donc invité les différents acteurs à prendre la mesure de la crise, car la situation est très préoccupante. A la fin des travaux les participants à la réunion de Lomé ont invité les commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA à soutenir la mise en œuvre des mesures spéciales pour assurer une meilleure gestion de la transhumance transfrontalière et les organisations pastorales pour des actions de sensibilisation et de dialogue dans les zones de conflits comme le Burkina, le Niger et le Mali.

Dans les approches de solutions, les experts font également appel aux partenaires techniques et financiers pour appuyer les efforts des deux organisations sous régionales. « Les partenaires techniques et financiers doivent aussi envisager d'apporter des ressources complémentaires en vue de mieux gérer la période de soudure et d'en assouplir les conditions d'accès », peut-on lire dans le rapport. Toujours dans les recommandations, il est demandé aux Etats de respecter leurs

engagements notamment l'allocation budgétaire d'au moins 10% des ressources financières propres pour compter de l'exercice budgétaire 2013 dans le cadre de la mise en œuvre des actions prioritaires des programmes nationaux d'investissement agricole et de sécurité alimentaire.

La crise alimentaire qui sévit actuellement au Niger, au Mali et au Burkina Faso fait suite à une mauvaise pluviométrie qui a été à l'origine d'une campagne alimentaire déficitaire dans la majorité des pays de la CEDEAO. Pour remédier à ce problème à l'avenir, les Experts invitent les organisations intergouvernementales à accélérer la mise en œuvre du Réseau de société de gestion de stock de sécurité alimentaire (ROSGEST) et créer très rapidement une Réserve alimentaire régionale. A l'issue donc de la réunion, les besoins immédiats ont été évalués et les Etats membres de la CEDEAO invités à respecter les différents engagements qu'ils ont pris au niveau de la CEDEAO. Pour vite aller à l'aide aux pays qui ressentent le plus la crise, il sera mobilisé la somme de 396 milliards de Fcfa. Les premiers bénéficiaires de cette aide seront le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal. Une aide qui n'est pas une fin en soi mais qui n'est qu'un début de solution. « Le montant que nous avons décidé d'octroyer ne règlera pas tous les problèmes, mais c'est un appui d'urgence en attendant de trouver des solutions dans la durée avec nos partenaires internationaux », a déclaré le ministre togolais de l'Agriculture, Kossi Messan Ewovor.

Dias MISSOKO



Acteurs et Professionnels de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Pêche, de l'Agroalimentaire et de la gastronomie; Distributeurs et Représentants de marques de produits alimentaires,

**PARTICIPEZ**  
À LA 1<sup>ère</sup> EDITION DU

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE DE LOMÉ (SIALO) 15 - 18 AOÛT 2012**

EXPOSITION - VENTE - JOURNÉES PROMO - CONFÉRENCES & ATELIERS DE FORMATION  
ANIMATIONS MUSICALES & CULTURELLES - CONCOURS - EXCURSION - NUIT DU SIALO

CETEF <<TOGO 2000>> PAVILLON OTI

[www.sialo.org](http://www.sialo.org)

info : 22 34 96 04 / 22 30 27 27  
90 21 79 79 / 99 99 79 79



## Dédicace d'ouvrage demain 9 juin 2012 LE PROFESSEUR APEDO-AMAH SUR LA SCÈNE LITTÉRAIRE AVEC « UN CONTINENT À LA MER »



Demain 9 juin sera la date rattachée à la personne de Monsieur Ayayi Togoata APEDO-AMAH comme marquant son entrée sur la scène littéraire. Même si l'homme était très connu dans le monde littéraire togolais, il l'était en tant que critique littéraire. Il y fait donc officiellement son entrée en temps qu'auteur. Et c'est avec une pièce de théâtre intitulée « Un continent à la mer ». Dans cette pièce, il met en scène sept personnages tous aussi représentatifs et aussi symboliques les uns que les autres. C'est donc un mélange de vies qui se croisent sur un bateau en partance pour l'île de l'Ampédouza et dont l'itinéraire est incertain. Tous, les sept personnages fuient les époques sombres d'une dictature qui broie même ses plus farouches défenseurs aujourd'hui en disgrâce. A l'image de Kpatcha, Nanbog et Adjo, l'auteur averti tout

lecteur du danger à collaborer avec l'opresseur. Toutefois, il ne partage pas l'idée de la fuite qui ne résout rien, puisqu'il fait dire à l'un de ses personnages que « la fuite ne nous a pas sauvés ». Tout comme la fuite qui ne sauve pas, les regrets non plus ne sont pas d'une grande utilité quand on a, à l'image d'Adjo, assisté impuissant à la mise à mort de son père pour un motif inconsistant : avoir fait du feu avec le quotidien officiel du pays. Dans Un continent à la mer, si on ne fuit pas la dictature, on fuit pour échapper à la misère et c'est l'image que l'auteur nous donne à travers les personnages d'Aduayi l'instituteur et de sa femme Nyékélé qui a accouché en pleine mer. Un enfant qu'elle a d'ailleurs perdu pour cause de famine. Ces sept personnages survivront-ils à la traversée de la Méditerranée ? Qu'est-ce qui les attend sur l'île de l'Ampédouza ? Autant d'interrogations auxquelles le lecteur est invité à trouver des réponses.

Selon l'avis des spécialistes, cette pièce de théâtre est nourrie d'une riche expérience et d'une impressionnante documentation. Elle offre au lecteur un nouvel univers jamais exploré et se penche sur des thèmes classiques comme ceux de la dot, de la fuite et de l'oppression. Il faut retenir que Monsieur APEDO-AMAH est professeur de Lettres, spécialiste de communication en de théâtre. La dédicace de cet ouvrage se fera demain au Centre Culturel Akouna Matata à Adidogomé.

Paul Katassoli

## 2e journée des éliminatoires Mondial 2014 LES EPERVIERS RÉDUITS DÉFIENT LES LÉOPARDS CE DIMANCHE

C'est avec un recul de 10 places au classement mondial FIFA que le Togo affronte le dimanche prochain la République Démocratique du Congo à Kinshasa. Les Eperviers du Togo se sont envolés le mercredi dernier pour Kinshasa. C'est un voyage qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2014 FIFA Brésil 2014. Avant leur départ, les joueurs togolais se sont entraînés sur deux jours au Stade Municipal et au Stade de Kégué sous la houlette du sélectionneur Didier Six. Ces séances d'entraînement ont pour but, la correction des erreurs de finition de l'attaque togolaise et d'autres réglages nécessaires dans la défense qui a quelque peu vacillé le week-end dernier lors de la rencontre avec la Libye qui a réussi à accrocher le Togo au Stade de Kégué sur un score nul d'un but partout. Le match contre la RD Congo doit être une occasion de rachat pour le Togo qui a besoin de se mettre en confiance avant le 17 juin où il joue contre le Kenya dans un autre registre.

On dirait que les togolais n'ont pas pris la mesure des réalités actuelles du football et les décisions se prennent encore sur des appréhensions des uns et les humeurs des autres. Le Togo continue de faire entorse aux règlements de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA). Selon les règlements de compétition de cette instance faîtière du foot mondial, chaque équipe doit voyager avec un effectif de 23 joueurs. Les autorités togolaises ont de leur côté une tout autre compréhension de cette règle et ont décidé que seuls 18 joueurs seront pris en charge lors des



déplacements du Togo. Une décision qui ne peut s'expliquer même si le ministère de l'économie et des finances avance le manque de moyens. Pour donner un peu de marge de manœuvre Didier Six, les responsables de la Fédé ont fait voyager trois autres joueurs à leurs propres frais. Il s'agit de Kondo Arimiyaou, Amétépé Kodjo et Atakora Lalawélé. Donc, c'est avec un effectif de 21 joueurs que le Togo va se mesurer à la solide équipe des Léopards qui ont été motivés par le gouvernement congolais pour battre le Togo. C'est dire que les autres se donnent les moyens pour avoir raison de nous alors que nous-mêmes nous limitons nos chances. Les Eperviers n'auront pas la tâche facile ce dimanche face à des Congolais apparemment très en forme qui ont perdu sur un score d'un but à zéro, but marqué sur pénalty le 02 juin dernier contre le Cameroun. La RD Congo n' jamais réussi au Togo jusque-là et c'est à

juste titre que l'entraîneur togolais fait du match du dimanche prochain, un défi à relever. « Bien sûr que c'est un défi pour moi. Il n'y a pas que le Togo, qui n'arrive pas à s'imposer. La RDC, est une très bonne équipe. Dans le groupe, où nous sommes, tout le monde peut gagner à l'extérieur et peut perdre chez soi. C'est mieux comme ça, pour éviter qu'il y ait une équipe qui se détache du groupe. Il nous attend des matchs très difficiles, par rapport à tous les déplacements qu'on fera. Et des matchs difficiles à la maison », a-t-il déclaré. De son côté le capitaine Serge Akakpo compte aller gagner malgré que l'effectif des joueurs qui font le déplacement soit réduit. Espérons que cette volonté des joueurs togolais prendra le pas sur nos manques d'ambitions et nos éternels problèmes de préparation. Mais il est temps que nous sachons que seul le travail paie.

Didier ASSOGBA



Togotelecom

## COMMUNIQUE

IL NOUS A ETE RAPPORTE QU'UNE SOCIETE DE LA PLACE PRETEND COMMERCIALISER LA TELEVISION SUR INTERNET. TOGO TELECOM INFORME LES PERSONNES AYANT SOUSCRIT AUPRES DE CETTE SOCIETE QU'ELLE N'EST PAS RESPONSABLE DE CE GENRE D'OFFRES.

PAR CONSEQUENT, TOGO TELECOM NE SAURAIT REpondre DES QUESTIONS LIEES A CE SERVICE ET INVITE LE PUBLIC A LA VIGILANCE.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, APPELEZ LE 112 OU CONSULTEZ NOTRE SITE WEB : [www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

LA DIRECTION GENERALE



# INTERNET HAUT DÉBIT POUR TOUS

À compter du 1<sup>er</sup> Juin 2012

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

## HELIM nomade

Où je veux, quand je veux!

### FACTURATION AU VOLUME

FORFAIT	PRIX TTC	VALIDITÉ
64Mo	485 F CFA	2j
128Mo	990 F CFA	3j
256Mo	1 985 F CFA	5j
512Mo	3 960 F CFA	10j
1Go	7 880 F CFA	15j
2Go	15 760 F CFA	20j
3Go	23 600 F CFA	30j



**FACTURATION  
AU VOLUME**  
Pour des débits de connexion  
supérieurs à 200 Kb/s



Prix de la clé HELIM Nomade : **24 995 F TTC**

### FACTURATION À LA DURÉE

TEMPS DE CONNEXION	PRIX TTC
1H	360 F CFA

- Facturation par pas de 15mn
- Pas entamé facturé entièrement
- Tarif unique pour toute la journée (suppression d'heure creuse)

illico  
le fixe sans fil

**FACTURATION  
À LA DURÉE**  
Pour des débits de connexion  
jusqu'à 200 Kb/s



Frais de mise en service Internet : **5 900 F TTC**

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom ou **appelez le 112.**

#### ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale  
Avenue Nicolas GRUNTZKY,  
ancien siège  
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM  
Ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE  
Juste après la Brasserie BB  
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME  
Face Église d'Adidogomé  
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME  
Face mosquée de l'ex Zongo  
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS  
Carrefour Fréau Jardin  
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO  
Espace HELIM, ancien immeuble S3G  
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT  
Près du Rond-Point du PAL  
Tél : (228) 22 27 46 03

#### ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE  
Près du grand marché de NDANYI  
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO  
Dans le bâtiment de l'UTB  
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME  
Près de la Préfecture  
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME  
Face à la station TOTAL  
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE  
Face au marché - Après CNSS  
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA  
Près du stade Municipal  
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG  
Face au commissariat  
Tél : (228) 27 70 83 00

**TOGO TELECOM, La Référence**

[www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)